



## FO (enfin) reçue par le SGG le 9 février 2017 !

### Rencontre avec le pilote des DDI...ou le spectateur de leur « préfectorisation » ?

Si le [CT des DDI du 7/02/2017](#) posait la question sous-jacente « à quoi sert Matignon », la présente rencontre bi-latérale (obtenue en réponse à un [courrier du ... 14 novembre 2016!](#)) avait pour première vocation à répondre à la question suivante : « à quoi sert-il de rencontrer le SGG pour parler des DDI ? ». **Une question plus que d'actualité !**

FO avait porté ses constats, alertes et revendications dès la prise de poste de Marc Guillaume le 5 mai 2015 (communiqué consultable [ici](#)). L'occasion de lui remettre la manifeste FO pour l'Etat territorial (consultable [ici](#)), ainsi que notre plate-forme de revendication pour les DDI (consultable [ici](#)).

Autant dire que depuis, notre [baromètre du dialogue social](#), déjà à l'époque fort nuageux, **s'est orienté au temps orageux !**

L'année 2016 s'est ouverte sous le signe du passage en force avec sa décision **d'harmoniser vers le bas le nombre de cycles de mobilité**, en dépit des arguments que FO a portés auprès de lui. **Une punition collective pour l'ensemble des agents relevant des ministères présents en DDI !** Une décision dont les effets désormais palpables sur les services et les agents ne font que conforter nos alertes.

2016 s'est poursuivie par l'ouverture de nouveaux fronts contre l'existence même des DDI et le sort de leurs agents, avec en point d'orgue **l'expression unanime des OS du CT des DDI le 7 février 2017**, suite aux questions posées par FO en déclaration préalable.

#### CONTRE

**la poursuite des expérimentations de fusion de SG de DDI**, préfigurant le basculement des agents sur le BOP 333 et le transfert à terme en préfecture

#### CONTRE

**le décroisement individuel des agents assurant les missions sécurité routière au 1er janvier 2018**, préfigurant la disparition des compétences techniques mobilisables et le transfert des missions en préfecture

#### CONTRE

**la poursuite, en l'état, du Plan d'Action Interministériel CCRF**, portant les germes d'une plus grande désorganisation de l'exécution des missions sans répondre à aucune problématique

Face à cette expression unanime, **aucune inflexion notoire à enregistrer**, si ce n'est l'annonce du report tout relatif de l'expérimentation d'interdépartementalisation des missions CCRF 04/05. Et pendant ce temps là, **le chantier de démolition continue sous couvert du plan « Préfecture Nouvelle Génération »** du ministère de l'Intérieur, **qui invite implicitement chaque préfet à faire leurs emplettes dans les missions et effectifs des DDI**. Le tout à ce stade sous le regard au mieux passif du SGG...voire bienveillant ou complice ?

A l'occasion de cette rencontre, FO a de nouveau démontré que, sans mise en place de « forces de rappel » partant de Matignon, **le niveau départemental de l'Etat se résumerait demain à une mono-ministèrialité pilotée par le seul ministère de l'Intérieur**. Alors qu'à l'inverse, le rôle interministériel des préfets aurait vocation à interroger leur mode de pilotage...pour l'élargir au delà du seul ministère de l'Intérieur !

De la même façon, FO a pointé **que les acteurs d'aujourd'hui**, laissant se développer de soi-disant expérimentations locales, des mutualisations opportunistes, des modularités d'organisation, se réfugiant derrière les échéances politiques à venir pour ne pas agir, **auront été complices du dé-tricotage du socle constitutif des DDI !**

**Des DDI qui tiennent à flot depuis 2010 uniquement grâce aux agents les composant !** Avec pour seul remerciement le privilège de pouvoir se demander individuellement « **mon poste est-il le prochain à être supprimé ?** », « **ma mission est-elle la prochaine à être supprimée ?** », « **serai-je le prochain à être transféré manu-militari en préfecture ?** ».

**A l'occasion de cette rencontre, FO a obtenu l'engagement du SGG :**

- à porter au niveau politique l'expression du CT des DDI du 7 février 2017,
- à s'intéresser (enfin) aux 2 opérations de fusion de SG de DDI en cours (des visites auprès des préfets...que nous demandons à élargir aux représentants des personnels !),
- à prêter une vigilance particulière au résultat de la réunion de comité de suivi « sécurité routière » du 8 mars 2017.

**Pour FO, cela est loin de répondre aux préoccupations exprimées !**



**Pour FO, le seul signal attendu des acteurs d'aujourd'hui est l'application d'un moratoire :**

- sur les fusions de SG des DDI,
- sur le décroisement des agents « sécurité routière »,
- sur la poursuite du PAI CCRF !

**La délégation FO : Patrice Maitre – Dominique Gendron – Jean Hédou – Brigitte Perrot  
Anne Lautone - Laurent Janvier**

**Fédération de l'Administration Générale de l'État – [contact@fagefo.fr](mailto:contact@fagefo.fr)  
Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle – [fnecfp@fo-fnecfp.fr](mailto:fnecfp@fo-fnecfp.fr)  
Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services – [contact@feets-fo.fr](mailto:contact@feets-fo.fr)  
Fédération des Finances – [fo.finances@wanadoo.fr](mailto:fo.finances@wanadoo.fr)  
46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris**